

Article paru dans [Haut-Karabakh : le livre noir](#), sous la direction d'Eric Denécée et Tigrane Yégavian, Ellipses - Centre Français de Recherche sur le Renseignement, Paris, 2022

Lors de son offensive contre le Karabakh, l'Azerbaïdjan a utilisé des mercenaires syriens. Ces derniers ont transité par la Turquie qui les a amenés du Nord-Ouest syrien par avion militaire jusqu'à l'Azerbaïdjan. Jusqu'à présent la Turquie et l'Azerbaïdjan, par la voix du Président Ilham Alyev, démentent[1] ce recours à des mercenaires syriens. Mais le fait est pourtant confirmé par différentes sources, comme l'atteste un rapport détaillé transmis au Conseil de Sécurité des Nations Unies par l'Arménie le 10 décembre 2020[2]. Certains mercenaires ont été faits prisonniers, ce qui constitue la preuve irréfutable de leur présence sur le front[3]. Divers médias occidentaux, tels que The Guardian[4], France 24[5], la BBC[6], le Monde, etc. ont recueilli des témoignages sur le sujet. En Syrie, plusieurs médias proches de l'opposition, tel que l'Observatoire Syrien des Droits de l'Homme[7], ont également confirmé la participation de combattants syriens. Enfin, le Parlement Européen a condamné à deux reprises le 27 janvier 2021[8] et le 11 mars 2021[9], le recrutement de mercenaires syriens par la Turquie et leur utilisation en Libye et au Karabakh.

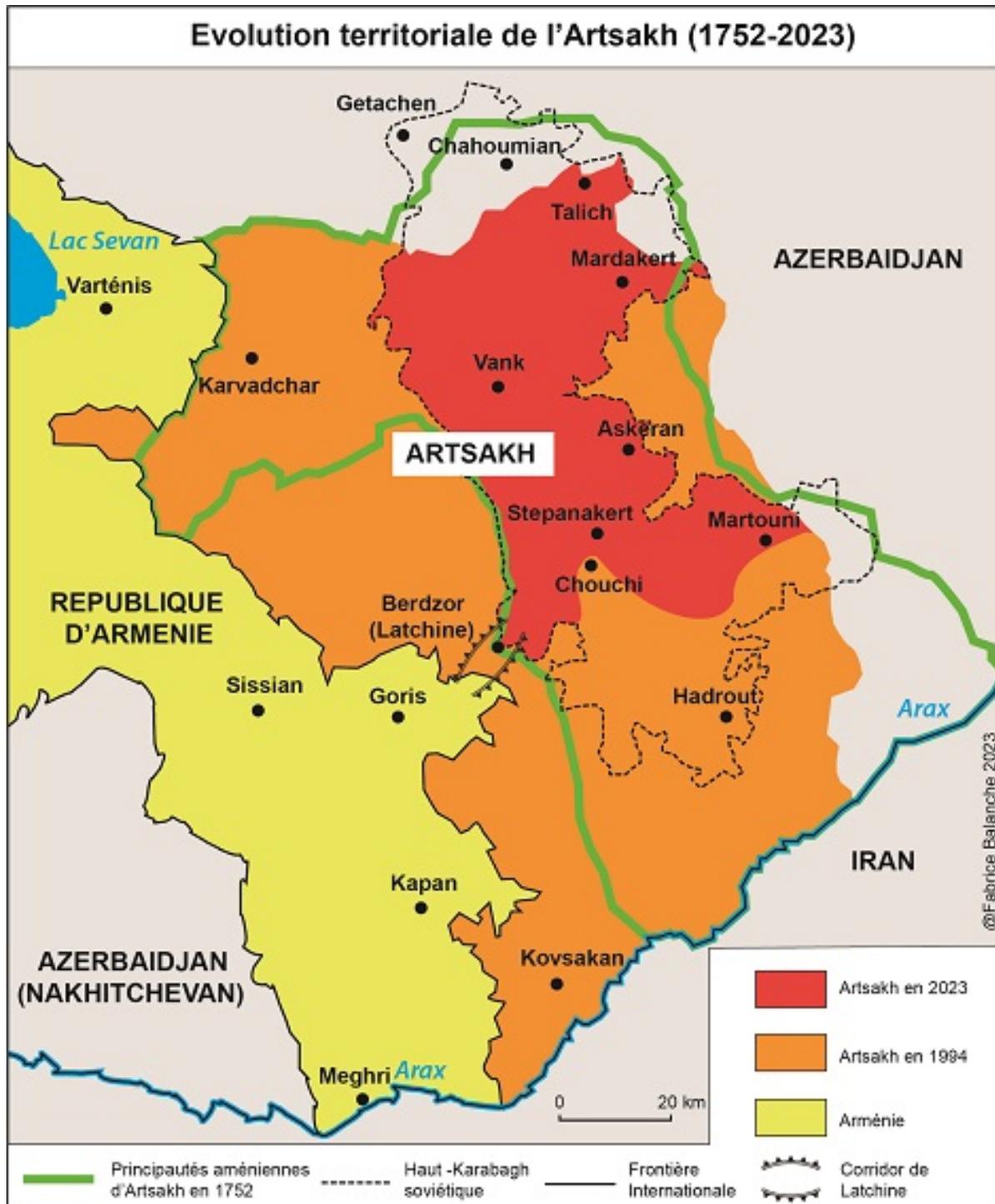
Le refus de Bakou de reconnaître la vérité s'explique pour plusieurs raisons. D'une part, le recours à des mercenaires est condamné par l'ONU alors que l'Azerbaïdjan prétend que son offensive contre « la république séparatiste » est légitime. D'autre part, cela signifie que l'armée azerbaïdjanaise n'était pas assez puissante pour gagner la guerre sans l'apport de combattants étrangers ? L'attaque étant la meilleure des défenses, l'Azerbaïdjan en revanche, a accusé l'Arménie d'utiliser des Kurdes syriens pour se défendre[10]. Enfin, la Turquie reste muette également alors qu'elle est la cheville ouvrière de cette agression contre le Karabakh. Pourtant ce n'est pas la première fois qu'elle utilise des mercenaires syriens, comme en Libye au printemps 2020 où plusieurs milliers de combattants syriens encadrés par des conseillers militaires turcs sont allés soutenir les milices de la Tripolitaine face à l'offensive du maréchal Haftar. Cette aide turque fut essentielle pour sauver le gouvernement de Fayez el-Sarraj, qui venait de signer un accord avec la Turquie, au détriment de la Grèce et de Chypre, sur le partage des eaux de la Méditerranée orientale.

En général, les Etats sont plutôt discrets sur le recours à des mercenaires dans leurs opérations extérieures. Qu'il s'agisse des Etats-Unis avec Black water[11] en Irak, la Russie avec le groupe Wagner, l'Iran avec les Hazaras[12], etc. Le principal avantage des mercenaires est qu'il n'est pas nécessaire d'un vote du parlement ou d'une décision officielle pour pouvoir les engager, au contraire de l'armée régulière y compris pour la République Islamique d'Iran. Sur le terrain, les affrontements entre mercenaires réduisent les tensions entre les acteurs étatiques et vis-à-vis de leur propre population, car ce ne sont pas des nationaux qui sont tués. Enfin et surtout cela dégage les gouvernements de toute



Des mercenaires syriens contre le Karabakh

responsabilité en cas d'exactions. Les mercenaires sont alors renvoyés rapidement dans leur pays d'origine, ce qui empêche toute possibilité d'enquête internationale. Les mercenaires sont donc souvent engagés dans les zones grises et les affaires douteuses. Leur nombre et leur identité sont gardés secrets, voire tout simplement niés. Les mercenaires syriens engagés contre le Karabakh correspondent tout à fait à cette situation.



De la chair à canon

Les mercenaires syriens au Karabakh sont estimés entre 1000 et 4000 hommes par diverses

sources. Cela ne représente que quelques % des forces engagées par l'Azerbaïdjan contre les Arméniens, puisque l'armée azéri est estimée à 100,000 hommes. Les Syriens furent envoyés en première ligne comme en témoigne l'importance des morts : 540 morts d'après l'OSDH, soit près de 20% des pertes du côté azéri, estimées à 3,000 morts[13], car l'Azerbaïdjan n'a pas délivré de bilan officiel. Les témoignages recueillis indiquent que les Syriens ne disposaient que d'armes légères et qu'ils n'avaient pas d'appuis aériens ni de véhicules blindés. Ils furent essentiellement utilisés dans le Sud du Karabagh, à la frontière iranienne, pour ouvrir une voie le corridor de Latchine et vers le Natchitchevan, tout du moins jusqu'à la frontière avec la République d'Arménie.

C'est dans cette région plate, aux forêts éparses et peu peuplée que les forces azéries ont lancé leur offensive majeure, pour ensuite prendre Sotchi et menacer la capitale Stepanakert. Il fut beaucoup plus difficile d'enfoncer les défenses arméniennes à l'Est et au Nord du Karabagh dont le relief accidenté et les épaisses forêts constituaient des protections naturelles contre les drones et les hélicoptères. La progression des forces azéries dans le sud, en terrain découvert, fut sanglante. Une bonne couverture aérienne et l'utilisation massive de l'artillerie aurait pu limiter les pertes, cependant il ne fallait pas que le territoire iranien subissent des dégâts collatéraux. La République Islamique était hostile à l'intervention azéris contre le Karabakh, une simple violation de son espace aérien aurait pu déclencher une riposte militaire. Dès le début des combats, l'Iran avait déployé d'importantes forces armées à sa frontière nord. Cela constitue une raison supplémentaire pour déployer des mercenaires syriens dans cette zone, car s'ils étaient tués par une frappe iranienne, cela n'aurait pas conduit à une crise politique majeure avec le puissant voisin.

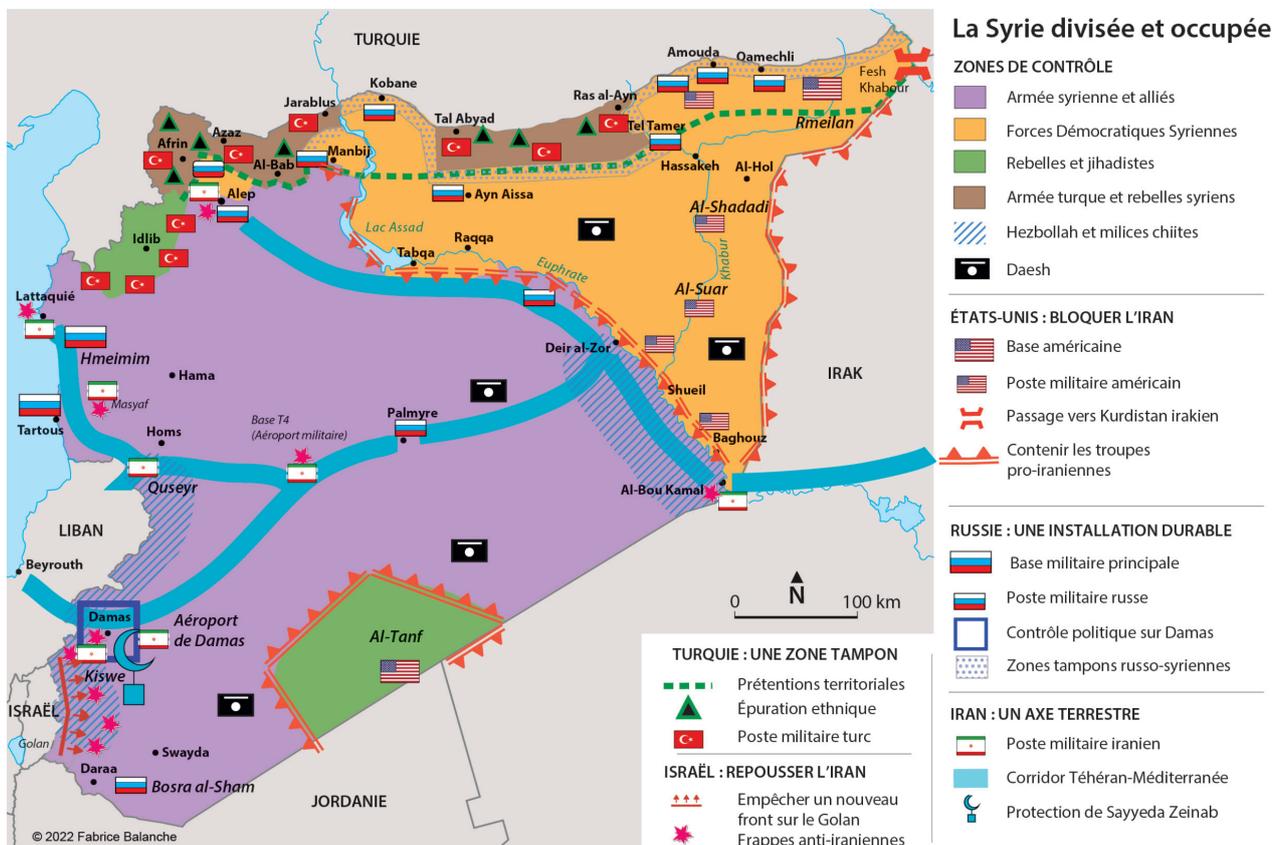
Les pertes subies par les Syriens découragèrent rapidement les combattants de monter au front et ce d'autant plus que les blessés n'étaient pas correctement traités et mouraient sur place. Les témoignages corroborent l'idée que l'Azerbaïdjan s'est servi des Syriens comme de la chair à canon. Ils étaient systématiquement placés en première ligne et utilisés dans des terrains à découvert où les officiers azéris renâclaient à envoyer l'armée nationale, car il fallait éviter les pertes au maximum. Des mutineries finirent par éclater parmi les mercenaires syriens qui refusèrent d'être envoyés à la mort. Les mutins furent menacés d'emprisonnement et finirent par être renvoyés en Syrie[14] sans le moindre salaire. A l'origine ils étaient venus en Syrie pour échapper à la misère, et certains dans l'espoir d'obtenir la nationalité turque.

L'origine géographique des mercenaires

Les mercenaires envoyés en Azerbaïdjan par la Turquie proviennent tous des régions sous contrôle turc du Nord-Ouest de Syrie ainsi que de la poche d'Idlib dominée par le groupe

jihadiste Hayat Tahrir al Sham. Cette zone compte environ 4 millions d'habitants qui vivent dans une très grande précarité. Plus de la moitié d'entre eux sont des déplacés de l'intérieur. Ils ont quitté Alep-Est, Deraa, la banlieue de Damas, les campagnes de Homs et de Hama lors de leur reconquête par l'armée syrienne. La majeure partie sont liés aux groupes rebelles et jihadistes, si bien qu'ils ne peuvent pas retourner dans leurs régions d'origine où ils sont considérés comme des traîtres. Ils sont bloqués dans le Nord-Ouest de la Syrie car la Turquie a érigé un mur sur sa frontière avec la Syrie. Elle refuse une nouvelle vague de migrations en provenance de Syrie qui viendrait s'ajouter aux quatre millions déjà présents. Certes, elle pourrait les laisser transiter vers l'Union Européenne, ce qu'espère la majorité d'entre eux. Cependant, l'UE a retenu la leçon de la grande migration de 2015 et a fini par barricader la frontière avec la Turquie : la tentative d'Erdogan de pousser des dizaines de milliers de migrants vers l'Europe en février 2020 a ainsi échoué. Enfin, une telle opération mettrait fin au chantage qu'exerce la Turquie à l'égard de l'Union Européenne et dont le Karabakh fut une victime collatérale.

Le Nord-Ouest de la Syrie survit grâce à l'aide humanitaire internationale acheminée depuis la Turquie. La majorité de la population ne dispose que de cette aide pour survivre. Selon les Nations Unies[15], sur un total de 4 millions d'habitants, 2,9 sont des déplacés internes qui vivent dans une extrême précarité. Le travail est rare et très mal payé, si bien que les milices sont le principal employeur de la région, que cela soit dans la zone d'occupation directe de la Turquie ou à Idlib[16] sous contrôle Hayat Tahrir al-Sham. Un milicien reçoit une centaine de dollars par mois. Mais en l'absence de nouvelle offensive, il ne peut plus plier à loisir comme auparavant. Par ailleurs, l'aide financière en provenance des pays du Golfe s'est tarie avec la victoire de Bachar al-Assad et l'hostilité croissante entre la Turquie et l'Arabie Saoudite. La rente stratégique s'amenuisant, les combattants rebelles se sont eux aussi paupérisés ce qui rend extrêmement attractif les salaires de 1000 à 2000 \$ par mois[17] proposés par les agents recruteurs pour aller combattre en Libye et en Azerbaïdjan.



En fait, Ankara espère utiliser ces populations arabes sunnites, avec une minorité turkmène, pour construire une ceinture arabe antikurde dans le Nord de la Syrie [18]. En mars 2018, l'armée turque et ses supplétifs syriens se sont emparés du district kurde d'Afrin. La majorité de la population kurde a fui les combats et ceux qui sont demeurés sont poussés au départ par les exactions des milices pro-turques [19]. Le processus d'épuration ethnique a eu lieu également dans la bande de Tel Abyad - Ras al-Aïn, conquise par la Turquie en octobre 2019. Les terres et les habitations abandonnées par les Kurdes sont alors occupées par les familles des combattants pro-turcs. Erdogan a l'intention de poursuivre la conquête des territoires kurdes du Nord de la Syrie : Kobané et la Haute Jezireh autour de Qamechli, expulsant les populations kurdes à une trentaine de kilomètres de sa frontière, c'est-à-dire en zone désertique. Cependant, il se heurte à la Russie et aux Etats-Unis, qui pour des raisons différentes, ont pour l'instant refusé toute nouvelle offensive. Il faut donc occuper les dizaines de milliers de miliciens désœuvrés.

La motivation financière prime

Les mercenaires envoyés en Azerbaïdjan proviennent pour l'essentiel de brigades intégrées dans la nouvelle « Armée Nationale Syrienne » créée par la Turquie en 2019. Il s'agit de la brigade Sultan Murad, composée de Turkmènes, de la brigade al-Hamza, de Nour al Din al-Zinki, des débris d'Ahrar al-Sham et autres groupes qualifiés « d'islamistes modérés » au regard d'al-Qaïda et Daesh, mais connues pour leurs exactions[20]. Ces milices furent utilisées sur différents fronts en Syrie, contre l'armée syrienne et les Forces Démocratiques Syriennes[21]. Les miliciens sont par conséquent aguerris au combat et même, s'ils sont largement moins disciplinés que les soldats azéris, leur moindre appréhension est un avantage certain. Cependant, le recrutement parmi les brigades déjà constituées ne semble pas avoir été suffisant puisque des civils ont été recrutés également en grand nombre. Selon les agents recruteurs de la société SADAT[22], proche du pouvoir turc, ils devaient simplement être affectés à des tâches de surveillance à l'arrière. Ils ne disposaient pas d'un entraînement militaire adéquat et furent donc les premières victimes du conflit. Cette moindre qualité du recrutement des mercenaires s'explique par la corruption généralisée qui règne en Syrie. Les agents recruteurs syriens ont fait bénéficier de cette embauche ceux qui acceptaient de leur verser une commission de 20% sur leur salaire[23].

Tout indique que ces miliciens n'ont plus aucune motivation politique. A l'origine, ils ont rejoint la rébellion syrienne pour combattre le régime de Bachar al-Assad. Cependant, leur idéal « révolutionnaire » s'est vite évaporé si tant est qu'ils en possédaient un à la base. Le pillage, les trafics, le racket, la spoliation et la soif de pouvoir ont vite pris le dessus empêchant l'unification des rebelles syriens au sein d'une « Armée Syrienne Libre » qui n'existait que sur le papier et dans les vœux pieux des bailleurs de fonds arabes et occidentaux. L'appât du gain dans leur engagement au côté de la Turquie au Karabagh, en Libye, mais également contre les Forces Démocratiques Syriennes en Syrie, est par conséquent la principale motivation des mercenaires syriens. On peut s'interroger sur une éventuelle motivation religieuse dans le cas du Karabagh, puisqu'il s'agit de conquérir un territoire chrétien, mais pour le compte d'un pays chiite. Cette apparente contradiction est vite résolue par des Imams peu scrupuleux qui trouvent dans le Coran et les Hadiths toutes les justifications possibles pour rendre l'engagement licite. D'autres Imams condamnent l'engagement en Azerbaïdjan, tel le Cheikh Abou Yakzan al-Mesri, membre d'Hayat Tahrir al-Sham : « abandonner le Jihad pour s'engager dans une guerre entre des chiites séculiers et une armée chrétienne est un des plus péchés »[24]. Cela a-t-il eu un impact sur le recrutement des Syriens ? Le réservoir de jeunes hommes au chômage est tel que cela n'a eu aucun impact sur la quantité, mais peut être sur la qualité des recrutements, puisque la seule motivation financière est insuffisante pour faire des bons combattants.

La Turquie a recruté en priorité des combattants parmi les Turkmènes pour des raisons de commodité linguistique et parce qu'ils sont considérés comme les plus fidèles à Ankara. La brigade Sultan Mourad fut ainsi mise à contribution. Elle a donc privilégié des petites unités appartenant à cette brigade, car les combattants avaient déjà une grande expérience du combat en coopération avec l'armée turque, comme à Afrin, Tel Abiad et Idlib. Par ailleurs, des petites unités déjà constituées sont opérationnelles immédiatement, ce qui évite un long et coûteux entraînement, car la guerre est de courte durée. Ceux qui avaient déjà fait leur preuve en Libye furent bien sûr recrutés les premiers. En revanche, la Turquie ne semble pas avoir sollicité des groupes jihadistes ou des combattants issus de ces formations. L'appât du gain et la motivation religieuse ne manque pourtant pas dans les rangs des jihadistes. Mais la Turquie aurait pris un risque énorme vis-à-vis de la Russie et de l'Iran si elle avait fait transiter vers l'Azerbaïdjan des individus liés à al-Qaïda ou à Daesh. Il semble donc qu'Emmanuel Macron ait exagéré lorsqu'il a annoncé le 2 octobre 2020, que la Turquie avait transféré 300 jihadistes de Syrie en Azerbaïdjan[25]. A moins que le mythe des combattants « islamistes modérés », icônes du conflit syrien et alternative souhaitée au régime syrien, soit enfin tombé en France ?

Le devenir des mercenaires syriens

L'essentiel des mercenaires syriens ont quitté l'Azerbaïdjan fin 2020. Une fois les opérations militaires terminées, il n'était plus opportun de maintenir sur place ces combattants. Il fallait justement éviter qu'ils ne s'installent et ne tentent d'amener leur famille en Azerbaïdjan. Le mercenaire syrien n'a donc pas vocation à recevoir un lopin de terre à la fin de son engagement. Il est rémunéré pour un service avec un contrat à durée déterminée et ne peut prétendre à aucune autre compensation. En cas de décès, sa famille reçoit un capital, mais non une pension comme des combattants réguliers ce qui est beaucoup plus économe. Quant aux blessés, ils ne perçoivent pas non plus une pension d'invalidité, on se contente de les remettre sur pied. Ceux qui reviennent sains et saufs en Syrie peuvent cependant prétendre à une promotion au sein de leur brigade et sont privilégiés pour de futures missions à l'étranger.

La Turquie dispose ainsi dans le Nord-Ouest syrien d'un réservoir de mercenaires inépuisable. La misère, la précarité et la dépendance à l'égard des autorités turques favorisent les recrutements. Le recours aux mercenaires nourrit la stratégie néo-ottomane de Recep Tayyip Erdogan qui peut ainsi intervenir militairement en Libye dans le Caucase et en Somalie sans risquer la vie de milliers de soldats turcs. Il n'a donc pas besoin d'obtenir un consensus politique sur ces opérations militaires ni de tenir compte de l'opinion publique turque. Il a sans doute tiré la leçon des précédentes opérations en Syrie, à l'automne 2016 contre l'Etat Islamique, où 70 soldats turcs avaient périés entre septembre 2016 et mars 2017, et contre

les FDS à Afrin de janvier à mars 2018 (45 à 80 morts), qui avaient suscité une grande émotion en Turquie. Il a ainsi moins besoin d'une armée turque dont il a décimé le commandement, après le coup d'Etat manqué de juillet 2016. En Libye, l'armée turque n'a envoyé que quelques dizaines de conseillers militaires pour encadrer plusieurs milliers de combattants syriens. Ce fut le même scénario en Azerbaïdjan. Nous sommes cependant encore loin de la reconstitution d'un corps de janissaires, car les mercenaires syriens manquent de cohésion et de discipline. Ils sont pour l'instant utilisés à la marge des conflits, mais leur importance est croissante. La Turquie suit ainsi l'exemple de la Russie dont le groupe Wagner, lui aussi recrute en Syrie, et des Etats Unis qui ont largement utilisé une armée privée en Irak où les latino-américains étaient nombreux.

[1] <https://en.president.az/articles/43037>

[2] <https://undocs.org/pdf?symbol=en/A/75/644>

[3] Al Arabya, "Armenia captures two Syrian mercenaries, amid Turkish and Azerbaijani denials" , 11 novembre 2020

<https://english.alarabiya.net/News/world/2020/11/13/Armenia-captures-two-Syrian-mercenaries-amid-Turkish-and-Azerbaijani-denials>

[4] The Guardian, "Syrian rebel fighters prepare to deploy to Azerbaijan in sign of Turkey's ambition", 28 septembre 2020

<https://www.theguardian.com/world/2020/sep/28/syrian-rebel-fighters-prepare-to-deploy-to-azerbaijan-in-sign-of-turkeys-ambition>

[5] <https://observers.france24.com/en/20201026-videos-shared-social-media-show-syrians-sent-fight-nagorno-karabakh>

[6] BBC, "The Syrian mercenaries used as 'cannon fodder' in Nagorno-Karabakh", 10 décembre, 2020, <https://www.bbc.com/news/stories-55238803>

[7] Observatoire Syrien des Droits de l'Homme, "Death toll of mercenaries in Azerbaijan is higher than that in Libya, while Syrian fighters given varying payments, 3 décembre 2020, <https://www.syriaahr.com/en/194516/>

[8]

https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2021-0088_EN.html?fbclid=IwAR0KEtN_mcxSog6vQWmZodgXwj15NZKpaFCb5OcAWCDZThi9ARoQM7-y17w

[9]

https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2021-0088_EN.html?fbclid=IwAR0KEtN_mcxSog6vQWmZodgXwj15NZKpaFCb5OcAWCDZThi9ARoQM7-y17w

[10] APA “Azerbaijanis State Security Service announces facts proving fact that PKK terrorists fight on the Armenian side against Azerbaijan”, 6 octobre 2020,

<https://apa.az/en/xeber/accidents-incidents-news/SSS-announces-facts-approving-fighting-of-PKK-terrorists-on-the-Armenian-side-against-Azerbaijan-332242>

[11] Scahill Jeremy, Blackwater: The Rise of the World’s Most Powerful Mercenary Army, Nation books, 2007

[12] Les Hazaras sont des chiites afghans. Plusieurs millions d’entre eux sont réfugiés en Iran depuis des décennies. Leurs conditions de vie sont précaires et des milliers d’entre eux ont accepté d’aller se battre en Syrie au sein de la Brigade des Fatimides (Liwa al-Fatimyun). Leur motivation est avant tout financière avec en prime la naturalisation iranienne.

<https://araprism.org/2019/02/14/les-afghans-hazara-dans-le-conflit-syrien-lhistoire-dune-instrumentalisation-par-les-gardiens-de-la-revolution/>

[13] Observatoire Syrien des Droits de l’Homme, “Death toll of mercenaries in Azerbaijan is higher than that in Libya, while Syrian fighters given varying payments”, 3 décembre 2020, <https://www.syriahr.com/en/194516/>

[14] Syria Direct, “Destitution, deception thrust Syrians into the Azerbaijani-Armenian war in Nagorno-Karabakh region”, 12 octobre 2020, <https://syriadirect.org/destitution-deception-thrust-syrians-into-the-azerbaijani-armenian-war-in-nagorno-karabakh-region/>

[15] <https://reporting.unhcr.org/node/21129>

[16] Balanche Fabrice, “Idlib May Become the Next Gaza Strip”, Washington Institute, 26 mars 2020, <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/idlib-may-become-next-gaza-strip>

[17] Al-Monitor, “Why Syrians are joining Turkey in Nagorno-Karabakh clash”, 6 octobre 2020 <https://www.al-monitor.com/originals/2020/10/syria-fighters-turkey-deploy-azerbaijan-armeni>

a-russia.html

[18] Balanche Fabrice, « The Fragile Status Quo in Northeast Syria », The Washington Institute, 1 juillet 2020,
<https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/fragile-status-quo-northeast-syria>

[19] Nations Unies - Droits de l'Homme, "Between a Rock and a Hard Place - Civilians in North-western Syria", juin 2018
https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ohchr_-_syria_monthly_human_rights_digest_-_june_2018.pdf

[20] The Guardian, "Syrian opposition group that killed child 'was in US-vetted alliance'", 20 juillet 2016,
<https://www.theguardian.com/world/2016/jul/20/syrian-opposition-group-which-killed-child-was-in-us-vetted-alliance>

[21] Les Forces Démocratiques Syriennes sont une coalition kurdo-arabe créée en 2016 par le YPG (branche syrienne du PKK) pour lutter contre l'Etat Islamique. Elles contrôlent en 2021 le tiers Nord-Est de la Syrie.

[22] Al-Monitor, "Syrian fighters add snarls to tangled south Caucasus", 2 octobre 2020
<https://www.al-monitor.com/originals/2020/10/turkey-russia-syria-fighter-transfers-azerbaijan-armenia.html>

[23] The Guardian, opus cité, 28 septembre 2020.

[24] Al-Monitor, opus cité, 2 octobre 2020

[25] France 24, "Macron reprimands Turkey, accuses Erdogan of sending 'jihadists' to Azerbaijan", 2 octobre 2020,
<https://www.france24.com/en/20201002-macron-reprimands-turkey-accusing-erdogan-of-sending-jihadists-to-azerbaijan>